

CH_VB 82.350 vom 29. September 1982

Bundesverwaltung, 1982-09-29, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_82.350

FR: CH_VB 82.350 du 29 septembre 1982

IT: CH_VB 82.350 del 29 settembre 1982

Erwägungen

E. 29

septembre 1982 poser des bases à un autre niveau, dans un autre terrain, à savoir s'attaquer à la répartition des contingents de vins importés, ce qui est une tout autre question? M. le président de la Confédération l'a exposé tout à l'heure: une commission est à l'œuvre pour tenter d'améliorer le système de répartition des contingents. Je crois que c'est quelque chose qui n'a rien à voir avec le problème qui nous est posé. Il faut prendre un autre facteur en considération. Si, après trois ans de faibles récoltes, il est vrai que le vin rouge indigène a été mis sur le marché en quantités insuffisantes - je tiens à préciser qu'il n'y a pas eu volonté de constituer des stocks dans un but de spéculation -, il faut admettre que, dès cette année déjà, comme quelqu'un l'a souligné, nous entrons dans une situation qui sera de nouveau normalisée car les perspectives de récoltes, qui sont du reste actuellement sérieuses puisque les vendanges ont commencé, sont extrêmement fortes. Il faut se rendre aussi à cette évidence que si, aujourd'hui, on libéralisait l'importation de vin rouge, un certain marasme dans l'écoulement des vins indigènes apparaîtrait rapidement pour des raisons de coûts des terrains et de coûts de production qui sont propres à notre pays. On verrait de nouveau les producteurs se tourner vers le vin blanc. Or il faut savoir que dans ce domaine, on est tout près de la production maximale qui correspond à la consommation suisse. Du reste, je rappelle que, à la suite des difficultés des années soixante plus particulièrement, la Confédération a demandé la transformation du vignoble, pour passer dans une proportion importante au vin rouge. Aujourd'hui, le canton du Valais par exemple, obéissant à cette recommandation, produit du vin rouge à raison d'un tiers environ de sa production. Il serait dommage de prendre des dispositions qui amèneraient les producteurs à revenir à l'ancien système. On irait très rapidement au-devant de difficultés dans le marché des vins blancs; personne ne souhaite un marasme de ce type. Un mot encore au sujet de la taxe sur les importations de vins rouges en bouteilles introduite en 1976. Elle n'a pas été introduite par hasard. On s'est rendu compte à ce moment-là que la liberté d'importation de vins en bouteilles rendait presque inopérantes les mesures prises en matière de contingentement des importations de vins eh fûts car le prix du verre devient de plus en plus minime par rapport au prix du contenu, la question du poids, avec les tarifs douaniers actuels, ne jouant pas un rôle important non plus. Cela veut dire que, contrairement à la pratique antérieure, qui consistait à n'importer que des vins en bouteilles de qualité, même de haute qualité, on voyait se développer une importation de vins en bouteilles tout à fait courants, j'allais presque dire quelconque; par là on détournait manifestement les mesures du contingentement. Je ne pense pas que M. Dobler puisse prétendre qu'il y ait eu défaut d'approvisionnement en vin rouge en général. Personnellement, je crois qu'on en a toujours trouvé. Peut-être qu'il ne l'a pas trouvé là où il voulait, c'est une autre question. Mais du vin rouge, on n'en a pas manqué. J'ai les statistiques de l'accroissement des contingents supplémentaires qui ont été accordés par la

Confédération: 60 000 hectolitres en 1979, 110000 en 1980, 200000 en 1981, 300000 en 1982. Je constate donc que le Conseil fédéral tient compte de la nécessité d'alimenter le marché. On peut dire qu'il y a toujours même eu, si l'on prend l'ensemble de l'approvisionnement en vins rouges, un excédent de l'offre par rapport à la demande; il n'y a pas eu de pénurie qui justifierait aujourd'hui des mesures de libéralisation comme celles que souhaite le motionnaire. Voilà pourquoi, dans l'intérêt de la paix dans ce secteur important de notre agriculture et aussi dans l'intérêt de la mise à disposition des consommateurs de vin de qualité, encore une fois je combats la motion de M. Dobler.

Gerber: Nach den Ausführungen von Herrn Genoud kann ich auf mein Votum verzichten. Ich pflichte seinen Überlegungen bei.

M. Reymond: J'aimerais ajouter deux éléments à ce que vient de dire M. Genoud. D'abord, chacun sait que la production mondiale de vin est tendanciellement excédentaire. Ces excédents sont à nos portes: en France, en Italie, en Espagne, en Grèce et au Portugal. Le Marché commun, grâce au système du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, octroie des subsides extrêmement importants à l'exportation, de sorte que si l'on supprimait chez nous le contingentement des importations de vin rouge, on verrait immédiatement la viticulture indigène livrée pieds et poings liés aux importateurs. Je rappelle que la viticulture indigène ne coûte aujourd'hui rien à la caisse fédérale; ce ne serait plus le cas avec un régime où l'importation des produits viticoles serait libre. La limitation des importations de vin, comme celle de tout produit agricole est la contrepartie logique des mesures qui sont prises pour régler la production indigène. En effet, vous n'ignorez pas que la production indigène de vin n'est pas libre; elle est soumise au cadastre viticole; on ne peut pratiquement pas étendre la culture de la vigne; il est donc logique et normal que l'importation soit également soumise à une réglementation. Enfin, j'aimerais apporter un autre élément qui n'est pas secondaire. Dans notre pays, la culture de la vigne se circonscrit incontestablement dans des cantons périphériques; le 80 pour cent de la production indigène de vin est situé en Suisse latine. Les producteurs, qu'ils soient indépendants, coopérateurs ou marchands de vin, ont réussi à gagner le marché helvétique, tout en gardant le centre de gravité de ces entreprises dans les cantons latins, ou à tout le moins dans des cantons où le potentiel économique n'est pas celui du triangle d'or. Notre collègue M. Steiner s'est exprimé également à ce sujet tout à l'heure, et Schaffhouse est aussi un canton périphérique. Si nous adoptons la motion de M. Dobler, nous verrions le centre de gravité se déplacer ailleurs; les producteurs seraient alors liés et totalement dépendants des importateurs et des distributeurs. Je crois que pour l'équilibre de notre pays ce serait regrettable. Nous favoriserions de la sorte une concentration économique à laquelle nous sommes hostiles. C'est dans ces sentiments, et avec tous les arguments développés par M. Genoud et M. Steiner que je vous recommande de refuser la motion de M. Dobler.

Bundespräsident Honegger: Als Antwort zwei Bemerkungen: 1. Zum berühmten delegierten Rechtsetzungsbereich, Ständerat Dobler: das ist ein uralter Krieg, der noch nie endgültig entschieden worden ist. Der Bundesrat teilt die Auffassung der Justizabteilung, die Sie zitiert haben, nicht. Wir sind in den letzten Jahren immer davon ausgegangen, dass das Parlament den Bundesrat im Rechtsetzungsbereich, also im Verordnungsbereich, nicht mit Motionen zu einem bestimmten Verhalten zwingen kann. Wenn Ihr Rat - oder der Nationalrat - in irgendeiner Frage, die den Verordnungsbereich betrifft, konkrete Verhaltensmassnahmen vorschlagen will, dann muss das Gesetz entsprechend geändert werden. Sie haben bei allen Motionen, die den eigenen Rechtsetzungsbereich betreffen, feststellen können, dass wir auf unserer Auffassung beharren. Ich weiss nicht, ob wir hier auch eine Differenz haben mit Herrn Aubert, aber die

Meinungen gehen bei den Staatsrechtlern in dieser Frage auseinander. Herr Pfister, der frühere Generalsekretär, hat Ihre Auffassung vertreten. Der Bundesrat hat sich aber dieser Auffassung nie angeschlossen. 2. Herr Reymond hat mit Recht darauf aufmerksam gemacht, dass man die Weinkontingentierung nicht aufheben kann, wenn nicht gleichzeitig die schweizerischen Weinbauern Gelegenheit erhalten, unbeschränkt Wein zu produzieren. Unsere Weinbauern sind jetzt an ihre Kataster gehalten. Wir erhalten immer wieder Gesuche um Ausdehnung der Kataster; in den letzten Jahren waren es sehr

E. 30

September 1982 491 Treibstoffzölle. Zweckbindung viele, weil es relativ einfach war, den inländischen Rotwein zu verkaufen. Wir haben das im Interesse der Erhaltung einer guten Qualität bisher in der Regel abgelehnt. Sie werden also feststellen können, dass unsere Rebkataster in den letzten Jahren nicht erweitert worden sind oder nur in ganz beschränktem Umfang. Wenn Sie jetzt aber den Rotwein in Flaschen und Fässern einfach frei hereinlassen, dann kann man von den schweizerischen Produzenten nicht mehr verlangen, in ihrer Produktion zurückzuhalten. Dann muss man ihnen natürlich die Möglichkeit geben, soviel zu produzieren, wie sie es für richtig erachten. Damit aber fällt unsere ganze Weinpolitik zusammen, die darauf beruht, in der Schweiz nur Qualitätsweine herzustellen. Es wäre schade, wenn das die Konsequenz wäre. Deshalb ist der Bundesrat der Meinung, die Kontingentierung müsse aufrechterhalten bleiben. Damit bleibt aber das dritte Problem; wie sollen diese Kontingente verteilt werden? Herr Ständerat Dobler, wir haben uns in den letzten Jahren, entgegen den Wünschen der Weinbauern, sehr grosszügig verhalten. Wir haben sehr grosszügige Einfuhrkontingente erteilt, und ich glaube nicht, dass man behaupten darf, der schweizerische Weinmarkt sei nicht genügend mit Wein alimentiert worden. Ein Problem stellt sich nur hinsichtlich der Verteilung. Da haben wir Schwierigkeiten, ich mache kein Hehl daraus; das ist natürlich bei jeder Einfuhrkontingentierung der Fall. Da stellt sich immer wieder das Problem der zu ersetzenden Kontingente. Sollen das nur die alten Kontingentsinhaber erhalten? Auf welcher Grundlage soll die Verteilung geschehen? Welche Branchenanteile sollen hier in Frage kommen? Alle diese Fragen haben wir jetzt einer Kommission übertragen, in der übrigens auch die Grossimporteure, wie Denner und Coop und andere, vertreten sind. Diese Kommission soll uns jetzt einen Vorschlag machen, wie man zweckmässig die Verteilung solcher Kontingente vornimmt. In diesem Bereich hat der Bundesrat noch nicht endgültig entschieden, und deshalb ist er insoweit bereit, die Motion als Postulat zu übernehmen. Das wäre ganz im Sinne von Herrn Cavelti. Es ginge hier nur um eine Prüfung; über das endgültige Resultat werden wir dann nach Vorliegen dieses Berichtes orientieren. Le président: La motion n'est donc pas transformée en postulat. Abstimmung - Vote Für Annahme der Motion 10 Stimmen Dagegen 21 Stimmen Schluss der Sitzung um 12.10 Uhr La séance est levée à 12 h 10 #ST# Achte Sitzung - Huitième séance Donnerstag, 30. September 1982, Vormittag Jeudi 30 septembre 1982, matin 8.00h Vorsitz - Présidence: M. Dreyer 82.017 Treibstoffzölle. Zweckbindung Taxes sur les carburants. Affectation Siehe Seile 387 hiefvor - Voir page 387 ci-devant Beschluss des Nationalrates vom 29. September 1982 Décision du Conseil national du 29 septembre 1982 Differenzen - Divergences Art. 36ter Abs. 1 Einführungssatz und Bst. e Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates Art. 36ter al. 1 phrase introductive et let. c Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil national Generali, Berichterstatter: Der Nationalrat hat die Differenzen gestern behandelt, und Ihre Kommission hat ebenfalls gestern getagt. Der Nationalrat hat sich weitgehend dem Ständerat angeschlossen mit

Ausnahme der folgenden Punkte: In Absatz 1; von Artikel 36ter ist das Wort «allfällig» gestrichen worden, weil in Absatz 2, den der Nationalrat vom Ständerat übernommen hat, ausdrücklich festgehalten ist, dass der Zollzuschlag nur erhoben wird, wenn der zweckgebundene Teil des Grundzolls nicht ausreicht. Ferner soll anstelle der Formulierung «... für Zwecke des Strassenwesens» der Verfassungsartikel laut Fassung Nationalrat wie folgt lauten: «... für Aufgaben im Zusammenhang mit dem Strassenverkehr.» Sie mögen sich vielleicht erinnern, dass unsere Formulierung - «Zwecke des Strassenwesens» - auch in diesem Saal auf einige Bedenken gestossen ist, und deshalb hat die nationalrätliche Kommission versucht, eine andere Formulierung zu finden, die allerdings nicht den Sinn des Absatzes ändern sollte. Die vorgeschlagene Formulierung scheint mir die Zweckbindung nach wie vor auf die Aufgaben gemäss Buchstaben a bis f zu beschränken, so dass diese neue Formulierung ohne Bedenken akzeptiert werden kann. Ihre Kommission beantragt deshalb, dem Beschluss des Nationalrates zu diesen beiden Änderungen in Absatz 1 zuzustimmen. Ein abweichender Beschluss des Nationalrates liegt auch bei Artikel 36ter Absatz 1 Litera c vor. Anstelle des Begriffs «Huckepackverkehr» hat der Nationalrat «kombinierter Verkehr» gesetzt. Es ist im Nationalrat ausdrücklich gesagt worden, dass dieser kombinierte Verkehr ein technischer Begriff sei und dass darunter nichts anderes zu verstehen ist, als sowohl der Huckepackverkehr als auch der Transport von Grosscontainern. Wenn man diese Interpretation akzeptiert - sie ist gestern von beiden Referenten im Nationalrat ausdrücklich gegeben worden -, dann kann man ohne weiteres mit dem Vorschlag des Nationalrates einverstanden sein, um so mehr, als das Wort «Huckepackverkehr» nicht auf so grosse Liebe gestossen ist.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Motion Dobler Einfuhr von Rotwein Motion Dobler Importation de vin rouge In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1982 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Ständerat Conseil Conseil des Etats Consiglio Consiglio degli Stati Sitzung 07 Séance Seduta Geschäftsnummer 82.350 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 29.09.1982 - 08:30 Date Data Seite 487-491 Page Pagina Ref. No 20 010 950 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.